

Daniel Bertaux, président de 2002 à 2006

Comme il s'agit de retracer un processus non pas contemporain, mais « historique » – dix-huit ans se sont écoulés depuis l'année 2001 – il fallait nécessairement retrouver les *textes* de l'époque, qui feraient foi ; et les compléter avec les *sources orales* (des témoignages, recueillis aujourd'hui, des « acteurs/actrices » ayant participé aux prises de décision), de deux façons peut-être. D'une part, en articulant aux textes archivés/retrouvés les *témoignages* qui apporteraient des informations supplémentaires *indispensables* à la compréhension du processus (et dont les textes n'auraient pas enregistré la trace, soit en raison de comptes rendus trop laconiques, soit pour éviter la publicité de conflits, soit pour d'autres raisons encore) ; et d'autre part, mais de façon plus périphérique, en acceptant de joindre les témoignages de celles/ceux des acteurs/actrices qui tiendraient à ce que leur point de vue soit inclus dans cette reconstitution historique.

Mais tandis que j'y réfléchissais, voici qu'est arrivé le message de Philippe, ainsi que les documents qu'il a retrouvés « dans le fond de (son) disque dur » et qu'il y a joints.

Avant même de les lire, j'ai su que l'essentiel du processus historique de création de l'AFS avait été préservé, grâce (une fois de plus) à la précision du travail de Philippe. Il a joué un rôle essentiel dans la création et le développement de l'AFS : avant, pendant, et longtemps après la création de l'AFS en mars 2002, c'est lui qui a été l'infatigable régisseur et passeur de la communication électronique au sein des membres du groupe fondateur, puis au sein de la toute

nouvelle organisation elle-même.

Ce n'est pas sans émotion que j'ai relu ces textes ; et notamment les deux lettres-circulaires que j'ai envoyées aux membres de l'Association qui venait d'être créée. Il me semble que l'on se relit toujours avec un certain plaisir, et pour cause : on ressent une grande proximité avec l'esprit qui pensait ainsi... Mais cela mis à part, le plaisir est venu aussi du constat que ce qui m'a été parfois reproché : l'incapacité de faire court, le besoin d'expliquer en toute clarté... avait tout au moins le mérite d'explicitier pour les générations suivantes le projet qui réunissait notre petit groupe de fondateurs de l'AFS, et en particulier son caractère, son esprit profondément démocratique et pluraliste.

Car depuis les années 1970 au moins, et malgré le mouvement de mai 68, le vaste et prospère « champ » de la sociologie était dominé par trois ou quatre nouveaux mandarins qui se livraient une guerre incessante soit directement, soit par disciples interposés. En tant que jeune chercheur admis au CNRS au printemps 1967, dans le statut alors assez précaire d'attaché de recherche, j'avais d'abord été affecté au laboratoire de Raymond Aron, qui m'avait confié à son jeune et brillant assistant Pierre Bourdieu. Après deux années à y travailler en solitaire sans pouvoir, malgré mes demandes réitérées, parvenir à intégrer son « premier cercle », j'avais accepté la proposition de collègues de Raymond Boudon venus me trouver pour me proposer de rejoindre la petite équipe qu'il était sur le point de créer. Quand j'en avais informé Pierre Bourdieu il avait eu cette phrase énigmatique : « Je ne vous en veux pas : vous avez toujours été loyal ».

« Loyal » ? Formé initialement aux sciences exactes, j'ignorais totalement ce que cette phrase pouvait signifier

dans le milieu de la sociologie française, que j'imaginai alors comme une communauté de chercheurs en quête passionnée de découvertes scientifiques : dans cette perspective, la « loyauté » n'a en effet aucune place. Si ce n'est celle de la loyauté à l'égard de la vérité objective, l'absolue loyauté à l'égard de la réalité « là-dehors », *out there*, principe qui a effectivement gouverné toutes mes recherches.

Quoi qu'il en soit, au début j'avais été bien accueilli dans le laboratoire que dirigeait de loin Raymond Boudon, personnalité intelligente, ouverte et affable. Mais n'ayant pas fait d'études philosophiques, je tenais à rattraper mon retard en lisant les grands classiques ; et en particulier les travaux remarquables d'un certain Karl Marx. Curieusement, malgré son ouverture d'esprit, cela déplaisait à Boudon. « Je suis d'esprit libéral ; mais là, vous exagérez vraiment ! » me dit-il une fois en substance.

Quoi qu'il en soit, alors que j'avais cru que l'admission au CNRS me faisait entrer dans le paradis de la recherche de vérités sociologiques objectives – ma véritable passion – je me suis trouvé au milieu d'un champ de bataille entre trois Normaliens conquérants (le troisième étant bien entendu Alain Touraine, auprès de qui j'ai fini par chercher refuge), chacun bien décidé à parvenir à une totale hégémonie sur ce champ. Autant leurs perspectives me semblaient complémentaires plutôt qu'antinomiques – chacune ayant ses mérites, mais aussi ses points aveugles –, autant chacun d'eux affirmait avec force qu'elles étaient absolument incompatibles et semblait persuadé qu'il n'y avait qu'une seule façon de concevoir la sociologie : la sienne. Si Karl Marx, ou à défaut l'un de ses disciples les moins dogmatiques, avait dirigé un labo de sociologie en France, j'y aurais aussitôt posé ma candidature. Il est d'ailleurs probable que j'aurais perçu assez rapidement certaines insuffisances dans sa pensée – ainsi à propos des

femmes – et que je n’aurais pu m’empêcher de le lui faire remarquer. Mais rien de tel n’existait en France, et les institutions veillaient de près à ce qu’il en soit ainsi.

J’avais beaucoup aimé et vécu intensément le « mouvement » des mois de mai et juin 1968. Et peu de temps après, j’avais rejoint l’un des syndicats de chercheurs : non pas le SNCS, jugé trop proche du PC – perçu comme l’ennemi du mouvement de mai – mais la CFDT/Recherche. J’y militais surtout pour une démocratisation de la prise de décision dans les laboratoires de sociologie, une évidence aujourd’hui, mais une hérésie à l’époque (où par exemple il paraissait absolument naturel à chaque directeur d’un labo – dont il était aussi le fondateur – de disposer à sa guise de la totalité du budget de frais de mission...).

Si bien qu’après des débuts prometteurs, dont un long article sur la mobilité sociale dans la *Revue Française de Sociologie*, mon esprit critique et mon militantisme, auxquels s’ajoutait non seulement ma lecture de Marx, mais aussi, aux antipodes, mon intérêt grandissant pour la méthode des histoires de vie (une technique unanimement décriée par l’*establishment* sociologique) firent que malgré mes publications, je risquais de plus en plus d’être renvoyé du CNRS (ce n’est qu’en 1982 que le statut de chercheur y a été fonctionnarisé). Mais j’avais dès le début cherché un milieu scientifique plus démocratique et « horizontal » que le milieu parisien, et je l’avais trouvé tout de suite dans le milieu international en participant au Congrès Mondial de Sociologie qui s’était tenu en septembre 1970 à Varna, en Bulgarie. À la différence de la plupart des sociologues français de l’époque, je parlais assez bien l’anglais, ou plutôt l’américain, et je le lisais couramment : car avant de devenir sociologue j’avais fait des études d’ingénieur, passé une année à faire un Master d’Ingénierie électronique à Berkeley et – fort peu pressé

d'entamer une carrière d'ingénieur qui ne m'intéressait nullement – j'en avais passé une autre, l'année 1965, à voyager autour du monde avec une bourse Singer-Polignac. Je me débrouillais donc raisonnablement en anglais, ce qui m'a permis dès mon entrée au CNRS de présenter des communications dans les Congrès internationaux de sociologie de l'Association Internationale de Sociologie (AIS). C'est à Varna, en septembre 1970, que j'avais découvert l'existence de son Comité de recherche n° 38 sur la Stratification et la Mobilité Sociale et, en son sein, le milieu scientifique que j'avais cherché en vain à Paris : une communauté « horizontale », sans chefs, où l'on était mis en contact avec des sociologues de toute l'Europe – y compris l'URSS et les pays d'Europe « de l'Est » –, des deux Amériques et de quelques pays asiatiques et africains (j'y retrouvais mon tour du monde de 1965) ; avec des discussions ouvertes, sans rapports de force institutionnels ; une égalité entre chercheuses et chercheurs, l'intelligence ni la créativité n'étant manifestement pas réservées au genre masculin ; une convivialité cosmopolite ; bref tout ce dont j'avais rêvé, et que j'avais cherché en vain à Paris. Une révélation !

Dès lors, j'ai aimé l'atmosphère des Congrès internationaux, mais aussi celle des Colloques organisés tous les ans par les Comités de recherche les plus motivés, comme l'était celui (*Stratification and Social Mobility*) que j'avais rejoint. Mes emprunts circonstanciels aux travaux du vieux Karl ne convainquaient pas toujours mes collègues californiens ou japonais, mais du moins ne me valaient-ils pas exclusion immédiate et définitive. J'ai aimé cette ouverture ; j'y ai investi une partie de mon temps ; j'ai publié en anglais dans des revues internationales (ce qui demandait bien évidemment le double de travail – au moins – par rapport aux revues de langue française) et dans des ouvrages collectifs en anglais ; et c'est sans doute ce qui m'a finalement valu de ne pas perdre mon statut de chercheur au CNRS (il s'en est, semble-t-

il, fallu de peu...).

J'ajouterai, pour terminer cette évocation de ce qui m'avait préparé à participer à la création de l'AFS, qu'ayant tenté en vain de persuader mes collègues résolument quantitativistes du *Research Committee on Stratification and Social Mobility* de l'AIIS de l'intérêt d'utiliser les *life histories* et les *family case histories* pour obtenir des données permettant de voir de près les processus de formation (et de différenciation au sein d'une même fratrie) des parcours scolaires puis professionnels, je pris l'initiative de proposer l'organisation d'un « *Ad Hoc Group on Life Histories* » dans le cadre du Congrès de Sociologie qui allait se tenir pendant la semaine du 14 au 19 août 1978 à Uppsala, en Suède. L'idée était de disposer d'une salle où pourraient converger, du lundi au vendredi en fin d'après-midi, les rares sociologues du monde entier qui portaient quelque intérêt aux histoires de vie.

J'avais composé un programme pour chacune de ces cinq sessions de deux heures ; et j'avais construit la première de ces cinq sessions autour d'un débat entre sociologues quantitavistes – représentés en l'occurrence par l'Anglais John Goldthorpe, grand spécialiste de l'étude quantitative (et comparative) de la stratification et de la mobilité sociale – et sociologues d'orientation plus ethnographique, représentés notamment par le flamboyant sociologue romain Franco Ferrarotti, la sociologue québécoise Nicole Gagnon, et le sociologue et oral-historien anglais Paul Thompson. Au dernier moment, j'y avais même inclus Immanuel Wallerstein, dont j'avais fait la connaissance à la Maison des Sciences de l'Homme à Paris ; il avait accepté d'y figurer avec une communication sur *The Proletarian*, au contenu très original (il y montrait qu'en termes d'« exploitation » au sens de quantité de plus-value extorquée aux travailleurs directs par le capital, ce

n'étaient pas les ouvriers américains qui étaient les plus exploités, mais... les cadres moyens et supérieurs salariés par les compagnies financières de Wall Street : peu de choses à voir certes avec les récits de vie, et je ne pensais pas qu'il viendrait ; mais il est venu – avec sa femme Béatrice, qui partageait ses idées et l'accompagnait partout – créant ainsi l'événement).

Cette première session, que je me suis contenté de présider, a donné lieu à des échanges très vifs entre John Goldthorpe – qui ne faisait confiance qu'aux données quantitatives – et Franco Ferrarotti, Nicole Gagnon et Paul Thompson, qui tenaient à lui faire reconnaître publiquement que nombre de phénomènes socio-historiques sont voués par nature à échapper au regard « quantitatif » des statistiques sociales ou des enquêtes par questionnaires (ainsi de tout ce qui est lié aux drogues interdites, plus généralement à toutes les activités illégales). Le ton est monté entre eux ; et comme la salle était pleine en raison de leur célébrité, dès le lendemain le buzz était lancé. Je n'en avais pas conscience, car je ne faisais pas partie des instances dirigeantes de l'AIS ; mais le Professeur Wladimir Wesolowski, un sociologue polonais qui en faisait partie et me connaissait de par ma participation aux colloques du *Research Committee 38*, m'en a informé : « *Vous devriez dès maintenant demander la création d'un Comité de recherche de l'AIS sur les histoires de vie* », me conseilla-t-il dès le lendemain ; « *manifestement les gens sont intéressés* ».

Ce fut une longue marche. Le courrier électronique n'existait pas à l'époque, il fallait envoyer des lettres-circulaires, qui coûtaient cher en timbres ; et le directeur de mon laboratoire, Alain Touraine, monopolisait à son service exclusif l'activité de trois des quatre secrétaires d'un labo qui comptait une trentaine de chercheurs... Cependant huit

années plus tard, en 1986, le Groupe Ad Hoc sur les Histoires de vie, après avoir obtenu en 1982 le statut intermédiaire de *Working Group* de l' AIS, était enfin reconnu comme *Research Committee* de l' AIS ; et dans la foulée, sans même avoir eu l' idée de le demander, j' étais coopté au sein du nouveau Comité Exécutif de l' Association Internationale de Sociologie.

Cette Association Internationale, créée – avec plusieurs autres associations scientifiques – après la seconde guerre mondiale, sous les auspices de l' UNESCO, avait été conçue (sur le modèle américain) comme une *membership association* : elle était censée n' être financée que par les cotisations de ses membres *individuels*, qui seuls avaient le droit de vote lors de l' élection des membres de son Comité Exécutif et de son Président. Autrement dit les « États » (comme on dit en France ; en anglais on dit « *governments* ») n' avaient aucun droit de vote, malgré les subventions que tel ou tel pourrait lui concéder. Les fondateurs pensaient que ces principes constitueraient la meilleure – ou la moins mauvaise – des façons de la préserver d' une mainmise éventuelle de tel ou tel État. J' avais profondément intériorisé ces principes, qui correspondaient à mes convictions certes marxiennes, mais très opposées au « léninisme ».

(À l' époque la plupart des marxistes se disaient aussi léninistes, comme si le « marxisme-léninisme » allait de soi, juste une transmission de père en fils spirituel ; mais de par mes rencontres internationales, j' avais pu nouer des relations d' amitié avec Rudolf Andorka, un démographe hongrois et un homme d' une très grande probité. Constatant mon enthousiasme pour Marx – qu' il ne partageait guère – il m' avait demandé lors d' un déjeuner sur le pouce, avec son inimitable accent sur la première syllabe de chaque mot :

– *DAniel, est-ce que TU SAis QUI a INventé le CONcept de MARxisme-LÉninisme ?*

– *Je suppose que ce n'est pas Marx... Euh non, évidemment ! Alors ce doit être Lénine, non ?*

– *Non DAniel, PAS du tout. L'HOMme qui a INventé le CONcept de MARxisme-LÉninisme, c'est STAline en PERsonne !*

Ce jour-là j'avais effectivement compris/appris quelque chose d'important...)

De par ma participation au Comité Exécutif de l'AIS je savais que dans la plupart des pays développés, l'existence d'un milieu professionnel de sociologues « libres » était un important signe de démocratie : dès qu'un dictateur prenait le pouvoir, en général à la suite d'un coup d'État effectué un samedi soir, par exemple en Argentine, au Brésil, au Chili ou ailleurs dans le monde, l'une de ses premières décisions était de supprimer officiellement l'existence de la philosophie, des sciences politiques et de la sociologie, considérées *a priori* comme potentiellement subversives.

Alors, quand la *Société Française de Sociologie*, qui agonisait depuis tant d'années, décida de se saborder, j'étais prêt.

(à suivre)